

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ESKA - DERICHEBOURG Environnement

56, rue de Metz
57130 Jouy-aux-Arches

Références : 3962/DB
Code AIOT : 0006703962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement DERICHEBOURG Environnement implanté RD 74 67160 WISSEMBOURG. L'inspection a été annoncée le 13/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG Environnement
- RD 74 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT : 0006703962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Les installations de la société DERICHEBOURG sont autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées, notamment les activités de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usages (rubrique 2712) et les activités de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux, de déchets dangereux et non dangereux (rubriques 2713-1, 2714-1, 2716-1, 2718-1 et 2791-1).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de mise en demeure ;
- Détection des matières radioactives et mesures prises en cas de détection ;
- Suivi des déchets ;
- DEEE ;
- Déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.4.1	/	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.2.3	/	Sans objet
4	Gestion des opé portant sur des substances pouvant présenter des dangers	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5	/	Sans objet
5	Conditions particulières applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.4	/	Sans objet
6	Conditions particulières applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6	/	Sans objet
7	Conditions particulières applicables aux installations de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure portée par les articles 1 ,2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 09 août 2021 est complètement levée. En effet, l'alimentation en eau par le réseau public relevant d'un contrat de droit privé, la limitation à 180 m3/h ne peut être qu'indicative et révisable avec l'évolution du contrat. On peut noter l'efficacité des travaux menés qui ont permis de réduire fortement cette consommation telle que relevée les années précédentes.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 [origine des approvisionnements en eau : «L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les consommation et flux d'eau. Le volume annuel d'eau en provenance du réseau public excepté des besoins liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, est de l'ordre de 180 m3/an.[...]».
Constats : Suite à la visite d'inspection du 15/07/2021, un fort dépassement de la consommation annuelle d'eau prélevée, limitée à 180m3/an par l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 a été constaté (plus de 1000 m3/an avec une pointe à plus de 5000 en 2020). Ce constat a été suivi d'une mise en demeure par arrêté du 9 août 2021 qui sommait l'exploitant de se mettre en conformité sous un délai de 6 mois. Suite aux différents travaux entrepris par l'exploitant pour résorber une fuite identifiée, la visite du 21/07/2022 a permis de constater une diminution importante de cette consommation, justifiée par une facture estimative produite par le S.I.E.A.R.R de Riedseltz, portant celle-ci à 500 m3. Dans l'attente du prochain relevé de compteur prévu fin 2022 qui permettra d'établir la facture d'eau définitive de l'année en cours, nous constatons que les travaux réalisés par l'exploitant ont permis une nette diminution de sa consommation d'eau. La limitation à 180 m3/an peut être levée par modification du contrat privé d'approvisionnement. L'exploitant rendra compte de ses discussions avec le SIEARR de Riedseltz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.4.1																							
Thème(s) : Risques chroniques, étude hydrogéologique et autosurveillance des eaux souterraines																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
<p>Prescription contrôlée : Article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 autosurveillance des eaux souterraines : « L'exploitant implante plusieurs points de surveillance des eaux souterraines dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. Cette étude définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.[...]. ..[...] Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses, sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique. Chaque paramètre de suivi est désigné par son nom usuel et son code SANDRE, s'il existe. B – Suivi piézométrique : ..[...]Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. [...].</p> <p>Article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 [documents à transmettre à l'inspection:</p> <table> <tr> <td>articles</td><td>Contrôle à effectuer</td><td>Périodicité du contrôle</td></tr> <tr> <td>9.2.4.1</td><td>Eaux souterraines</td><td>A définir par l'étude hydrogéologique</td></tr> </table> <table> <tr> <td>articles</td><td>Documents à transmettre</td><td>Périodicités / échéances</td></tr> <tr> <td>9.2.4.1</td><td>Etude hydrogéologique</td><td>6 mois à compter de la mise en service des installations</td></tr> <tr> <td>9.3.2</td><td>Résultats d'autosurveillance</td><td>Dans le mois suivant leur réalisation</td></tr> <tr> <td>9.4.3</td><td>Bilan de surveillance des eaux souterraines</td><td>Quadriennale</td></tr> <tr> <td colspan="3">[...].</td></tr> </table> <p>Constats : Une étude hydrogéologique a été réalisée en septembre 2021 par la société HPC Envirotec, sur le site d'exploitation de GDE rue de Riedseltz Altenstadt à Wissembourg, dans le cadre des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 mai 2011 et de l'arrêté de mise en demeure du 09 août 2021. Les informations récoltés au cours de cette étude ont mis en évidence un risque de transfert de pollution depuis le site vers les eaux souterraines. Dans ce cadre, la pose de 4 piézomètres et la réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines droit au site de GDE s'est imposée à fréquence semestrielle(hautes eaux et basses eaux), sur une première période quadriennale et basée sur le paramètres suivants: Hydrocarbures C5-C10 et C1-C40, BTEX, COHV, HAP et ETM. Les premières analyse réalisées le 01 mars 2022, correspondant à une période hydraulique de "hautes eaux" ont fait ressortir des concentrations dépassant légèrement le seuil de potabilisation en plomb, en arsenic et nickel dans une moindre mesure ainsi qu'en HAP. La seconde analyse du 07 juin 2022 n'a montré aucun dépassement des seuils de potabilisation.</p> <p>Au vue des constats, la mise en demeure portée par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 09 août 2021 est donc levée.</p>			articles	Contrôle à effectuer	Périodicité du contrôle	9.2.4.1	Eaux souterraines	A définir par l'étude hydrogéologique	articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances	9.2.4.1	Etude hydrogéologique	6 mois à compter de la mise en service des installations	9.3.2	Résultats d'autosurveillance	Dans le mois suivant leur réalisation	9.4.3	Bilan de surveillance des eaux souterraines	Quadriennale	[...].		
articles	Contrôle à effectuer	Périodicité du contrôle																					
9.2.4.1	Eaux souterraines	A définir par l'étude hydrogéologique																					
articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances																					
9.2.4.1	Etude hydrogéologique	6 mois à compter de la mise en service des installations																					
9.3.2	Résultats d'autosurveillance	Dans le mois suivant leur réalisation																					
9.4.3	Bilan de surveillance des eaux souterraines	Quadriennale																					
[...].																							
Type de suites proposées : Sans suite																							
Proposition de suites : Sans objet																							

N°3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état [...].
Constats : L'exploitant a retrouvé son point de rejet et de prélèvement (pour analyse) des eaux pluviales de ruissellement, situé dans le fossé communal longeant la RD74., Il en effectuera un entretien rigoureux, le rendant accessible en permanence. La mise en demeure portée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 09 août 2021 est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Substances radioactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 7.3.5.1 Équipement fixe de détection de matières radioactives L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant]... ...[Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.]... ...[L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.]... 7.3.5.2 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs ...[L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 µSv/h.]... ...[L'exploitant dispose d'une procédure écrite décrivant les consignes à suivre en cas de détection de déchets radioactifs. Ces consignes sont établies suivant les dispositions de la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies. Constats : L'établissement est équipé d'un portique de détection des substances radioactives. Il permet de contrôler de façon systématique les déchets entrants et sortants. Il est soumis à contrôle et vérification périodique obligatoire. La dernière vérification effectuée par la société Saphymo, datée du 11 août 2021 a conclu à un matériel conforme et a été présentée à l'inspection. L'établissement dispose également d'un radiamètre portable dont la dernière vérification effectuée par la société Bertin, datée du 10 février 2022, le certifie conforme. En cas de détection de déchets radioactifs, l'exploitant a présenté à l'inspection une procédure écrite décrivant les consignes à suivre. Ces consignes ont été établies suivant les dispositions de la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions et ne motive aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Conditions particulières applicables à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, REGISTRES DE SUIVI DES DECHETS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.3.4 – REGISTRES DE SUIVI DES DECHETS La traçabilité des déchets admis sur le site doit être assurée. Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement, précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur et l'immatriculation du véhicule. Il est établi un bordereau de réception. Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement, l'identité du transporteur. Le registre où sont consignées les entrées et sorties est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.]...
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier informatique traçant les déchets. Ce fichier, tenu à jour a été présenté à l'inspection. Il est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Conditions particulières applicables à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, DEEE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur le site ne seront effectuées que les opérations de collecte, de tri, de regroupement et de démontage sommaire (séparation des matières plastiques, métaux, cartes électroniques et tubes cathodiques) des DEEE. Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sélectivement font l'objet du traitement suivant :]... ...[Les pièces détachées démontées sont entreposées dans des contenants adaptés et dans des conditions appropriées.
Constats : Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sur site sont triés et regroupés dans des contenants adaptés avant d'être évacuer sur un autre site du groupe pour traitement. Aucun démontage ou séparation de matériel n'est effectué sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Conditions particulières applicables aux installations de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : CHAPITRE 8.7 – DECHETS DANGEREUX Les déchets dangereux sont regroupés dans une cellule spécifique d'un hall couvert et fermé, spécialement aménagée, adaptée au transit et regroupement de déchets dangereux, en particulier les murs sont coupe-feu de degré 2 heures, le sol est étanche et pourvu de remontées formant cuvette de rétention. La cellule est pourvue d'un système de détection précoce d'un incident.]....
Constats : Les locaux de stockage des déchets dangereux sont cloisonnés, couverts et fermés. Le sol est étanche avec une surélévation sur la partie ouverte faisant office de rétention. Un système de détection incendie est présent au dessus de chaque cellule. Les produits dangereux stockés en récipients mobiles sont étiquetés. Les symboles de danger des substances sont également présentes sur chaque contenant. Ce point est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet